



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

grand débat national

Question au Gouvernement n° 1554

Texte de la question

GRAND DÉBAT NATIONAL

M. le président. La parole est à M. Sébastien Jumel.

M. Sébastien Jumel.

Monsieur le Premier ministre, vous avez raté la séance de rattrapage du congrès des maires que le Président de la République s'est offert hier avec des maires normands triés sur le volet (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*) : les vingt premières questions suggérées, des premiers rangs qui applaudissent en cadence les réponses présidentielles, une ambiance « salon des maires » qui occupe les chaînes en continu, un président La Palice qui va répétant : « J'aime la proximité. Demain, il fera beau, s'il ne pleut pas, peut-être » et, soyons justes, quelques vraies questions sur la situation d'abandon des communes. Personne n'est dupe du « plan com' » que constitue ce lancement du grand débat sur le mode « école de management » : on promet de tout se dire, sauf que l'arbitre porte la couleur de l'équipe gouvernementale et que celle-ci joue à domicile.

Mais le vrai sujet, c'est qu'il fallait hier laisser son maillot jaune au vestiaire, ranger dans les coffres les gilets de la colère sous peine d'encourir une amende de 135 euros – le prix d'un gilet doré. Le vrai sujet de ce débat, c'est qu'il n'y avait pas de micro pour la France qui veut vivre de son travail, qui réclame des augmentations de salaire, qui veut pouvoir vivre de sa pension de retraite sans être considérée comme une génération dorée, qui attend qu'on prenne soin de ses hôpitaux, de ses tribunaux, et qui en a marre d'une démocratie où le Président décide de tout et de rien. Sur ce sujet-là, on ne « déconne » pas, et ça s'enkyste dans la rue.

Vous n'y répondrez pas en tentant de transformer les maires en boucliers de votre politique. Les maires sont là pour protéger la population, pas le Président. Vous n'y répondrez pas s'il n'y a pas de question taboue, mais des réponses qui le sont sur le pouvoir d'achat ou sur le « pognon de dingue » à prendre là où il est. Vous n'y répondrez pas en proclamant « c'est nous ou le chaos ». Nous vous mettons en garde contre la tentation de faire de ce débat un tremplin pour accélérer votre mauvaise politique libérale, pour taper plus fort en laissant de côté les causes du chaos : l'injustice fiscale, l'injustice sociale, l'injustice territoriale.

Monsieur le Premier ministre, on ne prend pas un rond-point à l'envers, même à 80 kilomètres heure. Voulez-vous vraiment apaiser la République ? Si tel est le cas, quelles sont vos réponses concrètes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe LR, ainsi que parmi les députés non inscrits.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le député, vous faites état de votre déception...

M. Maxime Minot. Il a raison !

M. Édouard Philippe, Premier ministrede ce que la réunion qui a été organisée hier se soit passée dans les conditions que nous avons tous constatées (Rires et applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.) : six heures et demie de débat...

M. Christian Jacob. Castro a fait mieux !

M. Édouard Philippe, Premier ministre avec des maires de toutes les familles politiques, qui ont pu poser toutes les questions, manifestant leur envie de discuter, de débattre et faisant preuve d'un très grand sens des responsabilités.

M. Éric Straumann. Ce n'est plus « balance ton maire », apparemment !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. J'imagine, monsieur le député, que vous ne critiquez pas ces maires, ni leurs propos, ni leur attitude vis-à-vis du Président de la République. Ils avaient la volonté d'échanger, de dire ce qu'ils sentaient de la situation de leur commune, de notre pays. Ils attendaient des réponses du Président. Je n'ai pas le souvenir, monsieur le député – mais peut-être ma mémoire est-elle défaillante – d'un tel exercice, aussi long, aussi direct, et « en direct ».

M. Éric Straumann. Pour ne rien dire !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Je pense, monsieur le député, que nos concitoyens ont constaté qu'il y avait un véritable échange. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Un député du groupe GDR . Debout, les Playmobil !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. C'était la première occurrence d'un débat qui va durer deux mois. Toutes les réunions qui seront organisées partout en France ne prendront pas cette forme, bien entendu.

Plusieurs députés du groupe LR . Heureusement !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Le Président de la République ne sera pas toujours présent. Il y aura d'autres Français que des maires, mais enfin, mesdames et messieurs, si on critique le fait que des maires s'expriment et que le Président de la République leur réponde, où va-t-on dans cette assemblée ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Sébastien Jumel. Personne n'a dit ça !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Il y aura beaucoup de réunions très différentes. Certaines seront empreintes de la même envie de discuter et du même respect, d'autres seront peut-être plus toniques, voire plus tendues. Lorsqu'on s'engage dans un débat public, on sait bien qu'il peut prendre des tonalités très différentes. L'important, monsieur le député, c'est que le débat ait lieu.

Il a commencé hier. Nous avons mis au point toute une série d'instruments dont les Français vont se saisir. Tous les Français, quel que soit leur âge, quelle que soit leur situation géographique ou professionnelle, vont s'exprimer. Nous y croyons. Le Président de la République a dit hier en termes très clairs que beaucoup de sujets étaient sur la table et que les Français pourraient s'exprimer de la façon la plus libre qui soit.

Ne cherchons pas, monsieur le député – je vous connais suffisamment pour savoir que ce n'est pas votre état d'esprit – , à jeter le discrédit sur un échange qui a été d'une nature extrêmement particulière...

M. Fabien Di Filippo. Extrêmement organisée !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*et, je crois, je le dis très franchement, à l'honneur de notre démocratie : sérieux, vrai à certains égards.

M. Fabien Di Filippo. À certains égards seulement !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*. Ce n'est pas moi qui le dis, mais les maires qui étaient présents hier. Vous qui êtes élu de cette région et qui les connaissez autant que moi, vous savez très bien qu'ils n'étaient pas tous, tant s'en faut, favorables au Gouvernement ou au Président de la République. Or ils ont tous été extrêmement sensibles à la durée, à la tonalité et à l'intensité de l'échange. Pour ma part, je voulais les remercier, parce que cet échange a été utile, comme le seront tous ceux qui auront lieu dans le cadre de ce débat. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Jumel](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1554

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 janvier 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 janvier 2019](#)